

La saisine doit s'accompagner des informations suivantes, afin de permettre à l'Autorité environnementale d'apprécier si une évaluation environnementale est nécessaire ou non (article R122-18 du code de l'environnement) :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

Département : 74 commune(s) : Chamonix
Désignation PPRN : Révision du PPRn avalanches approuvé le 26/03/2010

Procédure concernée

Révision

Prise en compte des résultats de l'expertise d'une cinquantaine de couloirs d'avalanches sur la commune de Chamonix Mt Blanc, nécessitant la reprise de la carte des aléas du PPR et donc la révision du PPRa approuvé le 26 mars 2010.

Avalanche

NON

OUI

TRI Haute-vallée de l'Arve

2. Description des caractéristiques principales de la zone susceptible d'être touchée

2.1 Décrivez les enjeux environnementaux du territoire (mention des principaux zonages environnementaux à joindre en annexe) sensibilité, vulnérabilité, tendances d'évolution :

ZNIEFF de type 1 : rive droite de l'Arve de Pré Voisin, aux montées Pélissier, Gorges de la Diosaz, Réserve de Passy de Pormenaz à Villi, montagne des Posettes, Aiguilles Rouges

ZNIEFF de type 2 : Haut Faucigny, massif du Mt Blanc et annexes.

Loi Montagne

ZICO : Haut Giffre

Natura 2000 : Aiguilles Rouges, Haut Giffre

Réserves naturelles : Aiguilles Rouges, Passy, Carlaveyron, Vallon de Bérard

SAGE : Arve

Schéma régional de cohérence écologique : projet

2-2. Le territoire concerné fait-il l'objet d'une procédure d'urbanisme en cours ou de documents de planification approuvés ?

PLU de Chamonix (révision n°6) approuvé le 14/09/2005, révision partielle approuvée le 13/02/2014.

PLU Grenelle en cours : prescrit le 26/11/2010.

2.3 Décrivez les pressions pesant sur le territoire concerné (par exemple étalement urbain...) :

Autour et entre les deux bourgs principaux, Chamonix, et Argentière, s'égrène un chapelet de villages. Peu à peu, les espaces interstitiels entre ces pôles d'habitat se réduisent, aboutissant à une quasi continuité des zones urbanisées.

3. Description des principales incidences (positives, négatives, directes, indirectes, cumulatives) sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRN :

S'agissant des champs environnementaux, autres que les risques, décrivez les effets potentiels du projet de PPRN :

Effets potentiels sur l'étalement urbain :

L'objectif du PPR est de distinguer les zones exposées aux risques et les zones non directement exposées où des modifications de l'usage du sol peuvent aggraver les risques ou en créer de nouveaux.

Il s'agit ici d'une révision du PPR pour lequel cet objectif a déjà été recherché. Le futur zonage peut conduire à faire évoluer les zones inconstructibles, ou les zones constructibles sous réserve du respect de prescriptions. Dans le cas présent, la révision a un impact limité, puisqu'elle ne concerne que l'aléa avalanche, et qu'elle fait suite à une expertise qui a requalifié l'aléa pour 27 couloirs d'avalanches et émis des préconisations pour 13 autres.

Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles : idem.

Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) : sans objet.

Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages : Les seules prescriptions au bâti existant concernent les ERP pour lesquels il est demandé la réalisation d'une étude de risque définissant les conditions de mise en sécurité des usagers.

Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances : sans objet.

Fait à Annecy, le

14 AVR. 2014

Pour le directeur départemental des Territoires,
le chef du service aménagement, risques

